

26-28 mars 2025

VISITE DE L'AAD EN POLOGNE



SECRÉTARIAT DE L'AAD

ANTALL 02Q73
EUROPEAN PARLIAMENT
B-1047 BRUSSELS
TEL : +322.284.07.03 FAX : +332.284.09.89
E-MAIL : FORMERMENBERS@EUROPARL.EUROPA.EU

TABLE DES MATIÈRES



LA PRÉSIDENCE

POLONAISE

- Les priorités de la présidence polonaise
- Le programme des trios
- Dossiers prioritaires sous la présidence polonaise du Conseil de l'UE (EPRS 2025)
- La présidence polonaise informe les commissions du PE sur les priorités

POLOGNE: HISTOIRE

- Histoire de la Pologne
- Dates clés de l'histoire de la Pologne

SITUATION POLITIQUE

- Gouvernement et société en Pologne (Britannica)
- Biographie de Donald Tusk
- Le Parlement polonais et les affaires européennes (EPRS, janvier 2025)
- ODIHR report on election observation in Poland

ECONOMIC SITUATION

- Etude économique de l'OCDE sur la Pologne (2023)
- Plan national de redressement et de résilience de la Pologne (EPRS, oct. 2024)
- Document de travail des services de la Commission 2024 rapport pays Pologne

AUTRES RAPPORTS PERTINENTS SUR LA POLOGNE

INFORMATIONS UTILES

- Hôtel et transports
 - Restaurants
 - Ambassades FMA
 - Contacts
-

La présidence Polonaise

7
BUTS



„Sécurité,
Europe!”

Les priorités de la présidence Polonaise*

Au cours du premier semestre 2025, la Pologne assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne.

La Pologne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne à un moment d'incertitude et d'inquiétude. L'Europe est aux prises avec les conséquences de l'agression armée de la Russie contre l'Ukraine et la nécessité de renforcer sa propre capacité de défense. Nous assistons à des tensions géopolitiques croissantes, à l'érosion de l'ordre international fondé sur des règles et à des attaques hybrides visant la démocratie et la sécurité européennes.

Pour l'Europe, l'heure est au jugement et à la décision. L'Union européenne doit se protéger, protéger ses citoyens et prendre soin de son voisinage immédiat. Elle doit donner aux Européens un sentiment de sécurité et des perspectives de développement.

La responsabilité à l'égard des générations futures exige l'unité de l'UE et la volonté de travailler avec des partenaires qui partagent nos valeurs, en particulier les pays candidats à l'adhésion. En outre, elle nous oblige à défendre les valeurs sur lesquelles la Communauté est fondée, telles que la démocratie, la liberté et l'État de droit.

C'est pourquoi la présidence polonaise soutiendra les activités visant à renforcer la sécurité européenne dans toutes ses dimensions : **extérieure, intérieure, informationnelle, économique, énergétique, alimentaire et sanitaire.**

source: <https://polish-presidency.consilium.europa.eu/en/programme/priorities/>

Priorités en plus de détails

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Nous avons besoin d'une action concertée et ambitieuse en matière de défense européenne, en complément des efforts de l'OTAN.

Il est nécessaire de renforcer la préparation à la défense en augmentant les dépenses militaires, en renforçant l'industrie de la défense et en comblant les lacunes en matière de capacités de défense. La présidence polonaise soutiendra ces activités et encouragera un débat approfondi sur le financement de la défense dans l'UE.

Nous avons besoin d'un soutien fort pour les capacités et l'industrie de défense, qui bénéficiera aux entités de toutes tailles de tous les États membres. Il est également important de soutenir les infrastructures clés de défense et à double usage, telles que le bouclier oriental et la ligne de défense de la Baltique.

L'une des priorités de la présidence polonaise sera également de renforcer la coopération avec l'OTAN et les pays non membres de l'UE qui partagent les mêmes idées, principalement les États-Unis, ainsi que le Royaume-Uni, la Corée du Sud et d'autres pays.

PROTECTION DES PERSONNES ET DES FRONTIÈRES

L'Europe doit poursuivre ses efforts pour assurer un niveau optimal de sécurité intérieure à ses citoyens. Ensemble, nous chercherons de nouvelles solutions pour relever globalement les défis de la migration et de la sécurité aux frontières extérieures de l'UE, nous nous efforcerons de réduire la migration irrégulière et nous renforcerons l'efficacité de la politique de retour.

Nous nous efforcerons d'apporter une réponse adéquate de l'UE aux menaces hybrides, en particulier l'instrumentalisation des migrations. Nous relèverons les défis liés au bon fonctionnement de l'espace Schengen.

Nous nous emploierons à renforcer les capacités de l'UE et des États membres en matière de protection civile, de résistance aux catastrophes, de sauvetage et d'aide humanitaire. Nous aborderons les questions de la lutte contre les réseaux internationaux de criminalité organisée, le terrorisme et la radicalisation, y compris dans le contexte des menaces que l'agression russe contre l'Ukraine fait peser sur la sécurité intérieure.

LA RÉSISTANCE À L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE ET À LA

DÉSINFORMATION

L'Union européenne et ses États membres doivent renforcer la résilience de la démocratie pour freiner la polarisation et la radicalisation. Cela nécessite la capacité de reconnaître et d'éliminer la désinformation et la manipulation étrangère, mais aussi des efforts à long terme dans les domaines de l'éducation civique et du renforcement de la société civile.

La présidence polonaise s'efforcera de renforcer la coordination dans la lutte contre la désinformation et la manipulation de l'information et d'améliorer la capacité de l'UE à prévenir et à atténuer les effets des actions hostiles dans le cyberspace. Il est particulièrement important de faire face aux situations de crise impliquant l'ingérence de pays tiers dans les systèmes d'information de l'UE.

Une attention particulière sera accordée au développement de services numériques modernes et sécurisés. Nous lutterons également contre la désinformation climatique afin de renforcer notre sécurité face au changement climatique.

GARANTIR LA SÉCURITÉ ET LA LIBERTÉ DES ENTREPRISES

La présidence polonaise a l'intention de prendre des mesures qui contribueront à résoudre les défis liés aux changements technologiques rapides, à la transition énergétique et climatique ainsi qu'aux tensions géopolitiques. Il est nécessaire d'approfondir le marché unique, de supprimer les obstacles à l'activité transfrontalière, en particulier dans le secteur des services. Il sera également important d'adopter des initiatives qui améliorent l'accès aux capitaux privés pour les entreprises qui souhaitent se développer et investir.

La présidence polonaise encouragera la réduction des charges bureaucratiques. Dans ce contexte, il sera important que les principales politiques européennes rendent leur approche plus flexible, s'éloignent des pénalités et des obligations et se concentrent sur les récompenses et les incitations. La présidence polonaise se concentrera également sur l'amélioration des mécanismes de soutien à l'industrie dans les domaines importants pour la sécurité et la création d'avantages économiques, tout en maintenant des conditions de concurrence équitables au sein de l'UE.

Notre priorité sera également de rétablir une concurrence loyale pour l'industrie européenne sur la scène mondiale. Nous avons l'intention d'améliorer les instruments de la politique commerciale, de faire respecter les règles lorsque les marchandises entrent sur le marché de l'UE et de mieux utiliser les atouts de la vaste gamme de marchés publics de l'UE.

La présidence polonaise entamera une discussion sur la forme future de la politique de cohésion, car les améliorations du marché unique doivent s'accompagner de politiques qui favorisent la sécurité et la compétitivité économique.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La Pologne souligne que la fiabilité et la certitude de l'approvisionnement en ressources énergétiques sont cruciales pour la sécurité énergétique de l'UE. Toutefois, seule l'agression massive de la Russie contre l'Ukraine a entraîné une réduction des importations de gaz et de pétrole russes d'environ deux tiers et un abandon complet des importations de charbon russe.

Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire. Aujourd'hui, la sécurité énergétique de l'UE consiste également à veiller à ce que les citoyens et les entreprises aient accès à l'énergie en quantités suffisantes et à un prix abordable.

La présidence polonaise encouragera donc les actions visant à un retrait total des importations de sources d'énergie russes. Elle prendra des mesures en vue de réduire les prix de l'énergie dans l'UE et révisera le cadre de sécurité énergétique de l'UE afin de renforcer la sécurité physique et la cybersécurité des infrastructures énergétiques dans l'UE et dans son voisinage et de garantir des conditions équitables pour le développement de chaque source d'énergie propre dans l'UE.

Nous nous efforcerons de réduire notre dépendance à l'égard des technologies importées, des composants de ces technologies et des matières premières essentielles nécessaires à leur fabrication.

UNE AGRICULTURE COMPÉTITIVE ET RÉSILIENTE

L'Europe doit veiller à renforcer la position des agriculteurs dans les chaînes de valeur et à garantir la stabilité de leurs revenus. Nous avons besoin d'une agriculture européenne compétitive et résiliente qui assure la sécurité alimentaire des Européens. Toutes les actions de l'UE doivent tenir compte des secteurs agricoles vulnérables et veiller à ce que les producteurs non européens respectent les normes européennes en matière de qualité, de sécurité et de durabilité des aliments.

La présidence polonaise s'efforcera de mettre en place une politique agricole commune forte qui soutienne les agriculteurs et le développement des zones rurales. Cette politique devrait encourager, plutôt que forcer, les agriculteurs à prendre des mesures pour protéger l'environnement et montrer les avantages de la lutte et de la prévention des effets du changement climatique, tels que les inondations et les sécheresses. Nous travaillerons sur les défis que le futur élargissement de l'UE apportera au secteur.

SÉCURITÉ SANITAIRE

La présidence polonaise se concentrera sur la transformation numérique des soins de santé et sur la nécessité d'améliorer la sécurité des médicaments dans l'UE, en mettant particulièrement l'accent sur le point de vue des patients. La diversification des chaînes d'approvisionnement en médicaments et le soutien à leur production dans l'UE jouent un rôle essentiel.

La sécurité sanitaire concerne également le bien-être des citoyens de l'UE, c'est pourquoi nous nous concentrerons sur les moyens d'améliorer la santé mentale des enfants et des adolescents à l'ère numérique, ainsi que sur les activités de promotion de la santé et de prévention des maladies.

**pour plus
d'informations:** <https://polish-presidency.consilium.europa.eu/en/programme/priorities/>

Le programme Trio¹

Source: <https://polish-presidency.consilium.europa.eu/media/fmqjgglv/trio-programme.pdf>

Dossiers prioritaires sous la présidence polonaise du Conseil de l'UE (EPRS 2025).

Source: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/767187/EPRS_BRI\(2025\)767187_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/767187/EPRS_BRI(2025)767187_EN.pdf)

La présidence polonaise informe les commissions du PE sur les priorités

Source: <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20250122IPR26419/polish-presidency-debriefs-ep-committees-on-priorities>

Histoire de la Pologne

Histoire de la Pologne

Pologne, officiellement République de Pologne, Pays, Europe centrale. Superficie : 120 423 km² (311 895 km²). Population : (2024 est.) 37 587 000. Capitale : Varsovie : Varsovie. La plupart des habitants sont polonais ; il y a des minorités d'Ukrainiens, d'Allemands et de Biélorusses. Langue : Polonais (officielle). La religion : Christianisme (principalement catholique romain ; également orthodoxe de l'Est). Monnaie : zloty. La Pologne est presque entièrement constituée de plaines dans les régions du nord et du centre ; la frontière sud est en grande partie formée par les Sudètes et les Carpates. La Vistule et l'Oder, les principaux systèmes fluviaux, se jettent tous deux dans la mer Baltique. Les industries comprennent l'exploitation minière, l'industrie manufacturière et les services publics. La Pologne est une république unitaire multipartite avec deux chambres législatives ; le chef de l'État est le président et le chef du gouvernement est le premier ministre. Établie en tant que royaume en 922 sous Mieszko Ier, la Pologne a été unie à la Lituanie en 1386 sous la dynastie des Jagellons (1386-1572) pour devenir la puissance dominante de l'Europe centrale et orientale, connaissant un âge d'or prospère. En 1466, elle arrache la Prusse occidentale et orientale à l'ordre Teutonique, et ses terres s'étendent jusqu'à la mer Noire. Les guerres avec la Suède (voir Première guerre du Nord ; Deuxième guerre du Nord) et la Russie à partir de la fin du XVIIe siècle ont entraîné la perte de territoires considérables.

En 1697, les électeurs de Saxe sont devenus rois de Pologne, ce qui a pratiquement mis fin à l'indépendance polonaise. À la fin du XVIIIe siècle, la Pologne a été divisée entre la Prusse, la Russie et l'Autriche (voir les partitions de la Pologne) et a cessé d'exister. Après 1815, les anciennes terres polonaises sont passées sous domination russe et, à partir de 1863, la Pologne est devenue une province russe, soumise à une russification intensive. Après la Première Guerre mondiale, une Pologne indépendante a été établie par les Alliés. L'invasion de la Pologne en 1939 par l'URSS et l'Allemagne a précipité la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle les nazis ont cherché à purger la culture polonaise et son importante population juive dans le cadre de l'Holocauste. Réoccupée par les forces soviétiques en 1945, la Pologne a été contrôlée par un gouvernement à dominante soviétique à partir de 1947. Dans les années 1980, le mouvement syndical Solidarité, dirigé par Lech Wałęsa, a réalisé d'importantes réformes politiques et des élections libres ont été organisées en 1989. Un programme d'austérité économique institué en 1990 a accéléré la transition vers une économie de marché. La Pologne est devenue membre de l'OTAN en 1999 et de l'Union européenne en 2004.

Source: <https://www.britannica.com/summary/Poland>

Dates clés de l'histoire de la Pologne

Chronologie des événements clés

966 - Le duc Mieszko Ier, fondateur historiquement reconnu de l'État polonais, adopte le christianisme catholique.

1025 - Boleslaw Ier proclame le royaume de Pologne.

1569 - La Pologne signe l'Union de Lublin avec le Grand-Duché de Lituanie pour créer le Commonwealth polono-lituanien, une puissance majeure en Europe, connue pour son puissant parlement de nobles et ses rois élus.

1772 - Le Commonwealth est soumis à la première de trois grandes partitions par ses voisins, la Prusse, la Russie et l'Autriche, à la suite d'une révolte anti-russe.

1791-1793 - Un programme de réformes politiques et sociales aboutit à la Constitution du 3 mai 1791, qui promet des droits civils à la population urbaine et paysanne du Commonwealth. La Russie envahit le pays pour empêcher les changements libéraux. La Prusse envoie également des troupes et les deux puissances procèdent à un second partage en 1793.

Indépendance perdue

1794-1795 - Les réformateurs mènent un soulèvement armé contre les puissances partageuses. Après son échec, le Commonwealth est finalement partagé entre la Prusse, la Russie et l'Autriche. La Pologne indépendante disparaît de la carte de l'Europe.

1807 - Napoléon crée le duché de Varsovie en tant qu'État client afin de rallier les Polonais à sa cause.

1815 - Le Congrès de Vienne crée un royaume croupion de Pologne, dirigé par la Russie.

1830-1831 - Révolte militaire pour protester contre l'érosion par la Russie de l'autonomie politique et des libertés civiles du royaume.

Source: <https://www.bbc.com/news/world-europe-17383522>

1863-1864 - Une nouvelle révolte contre la domination russe est vaincue et le royaume est annexé à la Russie.

1864-1914 - Le mouvement national polonais en Russie, en Prusse et en Autriche se concentre sur le renforcement de la base par l'éducation, la culture et les partis politiques.

Indépendance restaurée

1918 - Après plus d'un siècle de domination étrangère, un État polonais indépendant est restauré à la fin de la Première Guerre mondiale, avec le maréchal Jozef Pilsudski comme chef d'État.

1920 - L'offensive de l'Armée rouge soviétique est repoussée.

1926 - Pilsudski organise un coup d'État militaire qui débouche sur neuf années de régime autocratique.

1932 - La Pologne conclut un pacte de non-agression avec l'Union soviétique.

1934 - La Pologne signe un pacte similaire de dix ans avec l'Allemagne nazie.

1935 - Pilsudski meurt. Le régime militaire se poursuit.

Invasion et assujettissement

1939 - L'Allemagne nazie envahit la Pologne. Début de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni et la France déclarant la guerre à l'Allemagne en réponse à cette invasion. L'URSS envahit la Pologne par l'est. L'Allemagne et l'Union soviétique se partagent la Pologne et traitent les citoyens polonais avec une extrême brutalité. L'Allemagne commence à persécuter systématiquement l'importante population juive.

1940 - La police secrète soviétique procède au massacre systématique d'environ 22 000 officiers de l'armée polonaise, de professionnels et de fonctionnaires, principalement dans une forêt près de Katyn, dans la région russe de Smolensk. L'Union soviétique a attribué ce crime aux nazis jusqu'à ce qu'elle en reconnaisse la responsabilité à la fin des années 1980.

1941 - Les Allemands commencent à construire des camps de concentration en Pologne. Leurs noms - Auschwitz, Treblinka, Majdanek - deviennent synonymes de l'Holocauste.

1943 - Soulèvement du ghetto de Varsovie contre les tentatives allemandes de transporter les derniers habitants juifs vers les camps de concentration. La résistance dure près de quatre semaines avant que le ghetto ne soit incendié. Les Allemands annoncent la capture de plus de 50 000 Juifs.

1944 - Les forces de la résistance polonaise prennent le contrôle de Varsovie en août. Les Allemands reprennent la ville en octobre et la réduisent en cendres.

1945 - Les forces soviétiques s'emparent de Varsovie en janvier. Toutes les forces allemandes sont chassées de Pologne en mars. Les frontières de la Pologne sont fixées par la conférence de Potsdam d'après-guerre ; la Pologne perd des territoires au profit de l'Union soviétique, mais en gagne d'autres au détriment de l'Allemagne.

Régime communiste

1947 - La Pologne devient une République populaire communiste à la suite d'élections organisées par les Soviétiques, sous la direction stalinienne de Boleslaw Bierut.

1955 - La Pologne rejoint l'alliance militaire du Pacte de Varsovie, dirigée par les Soviétiques.

1956 - Plus de 50 personnes sont tuées lors d'émeutes à Poznan pour réclamer plus de liberté. Le dirigeant communiste libéral Wladislaw Gomulka prend le pouvoir.

1970 - Émeutes sur le prix des denrées alimentaires à Gdansk. Les manifestations sont réprimées et des centaines de personnes sont tuées. Edward Gierek devient le chef du parti.

Années 1970 - La Pologne jouit d'une relative prospérité économique grâce aux prêts étrangers. Les présidents américains successifs Nixon, Ford et Carter visitent la Pologne.

1978 - Karol Wojtyla, cardinal de Cracovie, est élu pape.

1980 - Des troubles sur le chantier naval de Gdansk conduisent à l'émergence du syndicat Solidarité, dirigé par Lech Walesa.

1981 - La loi martiale est imposée. De nombreux dirigeants de Solidarité, dont Walesa, sont emprisonnés.

1983 - La loi martiale est levée.

Le succès de Solidarité

1989 - Des tables rondes entre Solidarité, les communistes et l'Église catholique ouvrent la voie à la chute du communisme en Pologne. Des élections partiellement libres voient la victoire écrasante de Solidarité, qui contribue à la formation d'un gouvernement de coalition. Tadeusz Mazowiecki devient le premier Premier ministre polonais non communiste depuis 1946.

1990 - Walesa est élu président de la Pologne. Les réformes du marché, y compris la privatisation à grande échelle, sont lancées.

1991 - Premières élections parlementaires depuis la chute du communisme. Les troupes soviétiques commencent à quitter la Pologne.

1993 - Les communistes réformés entrent dans un gouvernement de coalition. Ils s'engagent à poursuivre les réformes du marché.

1994 - La Pologne adhère au programme de partenariat pour la paix de l'OTAN.

1995 - Aleksander Kwasniewski, un ancien communiste, bat de justesse Lech Walesa pour devenir président.

1997 - Le parlement polonais adopte une nouvelle constitution. Les élections générales sont remportées par le groupe Solidarité AWS. Jerzy Buzek forme un gouvernement de coalition.

Vers l'adhésion à l'UE

1998 - L'UE ouvre des négociations sur l'adhésion de la Pologne.

1999 - La Pologne adhère à l'OTAN.

2000 - Aleksander Kwasniewski est réélu président.

2001 - La Pologne autorise les citoyens à demander à consulter les dossiers conservés à leur sujet par la police secrète pendant l'ère communiste.

2001 Octobre - Une nouvelle coalition entre l'Alliance démocratique de gauche (SLD) et le Parti des paysans forme le gouvernement avec Leszek Miller, leader de la SLD, au poste de premier ministre.

2002 Décembre - Le sommet européen de Copenhague invite officiellement la Pologne à adhérer à l'UE en 2004.

2003 Mars - Le parti paysan polonais est éjecté de la coalition au pouvoir pour n'avoir pas voté avec le gouvernement sur les taxes. Leszek Miller reste Premier ministre au sein d'un gouvernement minoritaire.

2003 Juin - Les Polonais votent par référendum en faveur de l'adhésion à l'UE.

L'ère UE se lève

2004 Mai - La Pologne est l'un des 10 nouveaux États à rejoindre l'UE. Le Premier ministre Miller démissionne. L'ancien ministre des Finances Marek Belka lui succède.

Septembre 2005 - Le parti conservateur Droit et Justice arrive en tête aux élections générales.

Octobre 2005 - Le candidat Droit et Justice, Lech Kaczynski, remporte l'élection présidentielle. Le gouvernement minoritaire dirigé par Kazimierz Marcinkiewicz de Droit et Justice a prêté serment.

Mai 2006 - Le Parti Droit et Justice conclut un accord de coalition majoritaire avec le Parti d'autodéfense et la Ligue des familles polonaises.

Juillet 2006 - Kazimierz Marcinkiewicz démissionne de son poste de Premier ministre. Le frère jumeau du président Lech Kaczynski, Jaroslaw, devient Premier ministre.

2007 Janvier - L'archevêque de Varsovie récemment nommé, Stanislaw Wielgus, démissionne suite à des révélations sur sa coopération avec la police secrète sous le régime communiste.

Avril 2007 - Les procureurs portent des accusations contre l'ancien dirigeant communiste, le général Jaruzelski, pour son rôle dans l'introduction de la loi martiale en 1981.

Octobre 2007 - Le parti libéral et pro-européen Plateforme civique remporte les élections générales anticipées après l'effondrement du gouvernement de coalition.

Defence agreement with US

2008 February - The government forges an agreement with the US in principle to host a controversial American missile defence system.

2008 Septembre - Le dernier dirigeant communiste polonais, le général Wojciech Jaruzelski, est jugé pour avoir imposé la loi martiale en 1981.

2009 Mai - Le FMI approuve une ligne de crédit d'un an pour la Pologne, d'un montant de 20,6 milliards de dollars, afin de l'aider à surmonter la crise économique mondiale.

2010 Avril - Le président Lech Kaczynski et de nombreux autres hauts fonctionnaires sont tués dans un accident d'avion alors qu'ils se rendaient à une cérémonie en Russie marquant le 70e anniversaire du massacre de Katyn pendant la Seconde Guerre mondiale.

2010 juillet - Le président du Parlement et président par intérim, Bronislaw Komorowski, de la Plateforme civique de centre-droit, bat l'ancien Premier ministre Jaroslaw Kaczynski au deuxième tour des élections présidentielles. La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton supervise l'accord modifié visant à installer une base américaine de bouclier antimissile en Pologne.

2010 Décembre - John Abraham Godson, d'origine nigériane, devient le premier membre noir du parlement polonais.

Janvier 2011 - L'autorité russe de l'aviation accuse le pilote polonais d'avoir commis une erreur dans l'accident d'avion de Smolensk dans lequel le président Lech Kaczynski et de nombreux autres officiels ont trouvé la mort en avril 2010.

Juillet 2011 - La Pologne assume la présidence tournante de l'UE pour la première fois depuis son adhésion à l'Union en 2004.

Octobre 2011 - Le parti de centre-droit Plate-forme civique du Premier ministre Donald Tusk remporte les élections législatives.

2012 janvier - Un tribunal condamne par contumace le ministre de l'intérieur de l'ère communiste, Czeslaw Kiszczak, à une peine de deux ans de prison avec sursis pour son rôle dans la répression de la loi martiale en 1981. Le chef du parti communiste de l'époque, Stanislaw Kania, est acquitté.

Septembre 2013 - Des dizaines de milliers de manifestants défilent à Varsovie lors de l'une des plus grandes manifestations depuis des années, organisée par les syndicats, pour réclamer plus d'emplois et des salaires plus élevés.

Mars 2014 - Le Premier ministre Donald Tusk déclare que l'annexion de la Crimée par la Russie ne peut être acceptée par la communauté internationale.

Avril 2014 - La Pologne demande à l'OTAN de stationner 10 000 soldats sur son territoire, signe visible de la détermination de l'Alliance à défendre tous ses membres après la prise de contrôle de la Crimée par la Russie.

Juin 2014 - La coalition au pouvoir de M. Tusk survit de justesse à un vote de confiance déclenché par un scandale impliquant des fuites d'enregistrements de hauts fonctionnaires semblant dénigrer les alliés de la Pologne.

Septembre 2014 - Le Premier ministre Donald Tusk démissionne pour occuper le poste de président du Conseil européen. Ewa Kopacz prend la tête du gouvernement.

Novembre 2014 - La Pologne adopte une nouvelle stratégie de sécurité nationale qui déclare que le pays est menacé par la guerre et désigne la Russie comme l'agresseur en Ukraine.

2014 Décembre - La Pologne se plaint de l'activité militaire russe « sans précédent » dans la région de la mer Baltique, affirmant que l'OTAN est mise à l'épreuve mais ne risque pas d'être attaquée.

2015 Avril - La Pologne annonce l'achat de missiles sol-air américains Patriot dans un contexte de tensions croissantes avec la Russie.

Tour à droite

2015 Mai - Le candidat conservateur Droit et Justice Andrzej Duda bat le centriste Bronislaw Komorowski lors de l'élection présidentielle.

2015 Octobre - Le parti conservateur et eurosceptique Droit et Justice est le premier à remporter la majorité globale lors des élections démocratiques polonaises.

2015 Décembre - Le président Duda approuve une réforme controversée qui rend plus difficile pour la Cour constitutionnelle de rendre des décisions à la majorité, malgré de nombreuses manifestations et les préoccupations de l'UE quant aux conséquences sur le contrôle des décisions du gouvernement.

2016 Janvier - La Commission européenne enquête sur la nouvelle loi sur les médias qui permet au gouvernement de nommer les responsables de la télévision et de la radio d'État, estimant qu'il s'agit d'une « menace potentielle pour les valeurs de l'Union européenne ».

2016 Octobre - Le Parlement rejette le projet de loi d'un député visant à instaurer une interdiction quasi-totale de l'avortement à la suite de manifestations de masse. Le parti au pouvoir, Droit et Justice, décide de ne pas soutenir le projet de loi.

2017 Avril - La Pologne accueille les troupes de l'OTAN déployées dans le nord-est du pays, dans le cadre des efforts visant à renforcer la sécurité après l'annexion de la Crimée par la Russie.

2017 Mai - Des dizaines de milliers de personnes participent à une marche dans la capitale, Varsovie, pour protester contre ce qu'elles considèrent comme des restrictions à la démocratie imposées par le parti Droit et Justice au pouvoir.

2017 Juillet - Le président Duda oppose son veto à des lois controversées qui auraient donné au gouvernement un pouvoir étendu sur le système judiciaire.

2017 Décembre - Le ministre des finances Mateusz Morawiecki prend la tête du gouvernement du parti Droit et Justice.

2018 Mars - Une nouvelle loi érige en infraction le fait d'attribuer à l'État polonais les atrocités commises par les nazis dans la Pologne occupée.

2019 octobre - Le parti Droit et Justice conserve sa position à la chambre basse du parlement lors des élections générales, mais perd le contrôle du Sénat au profit des partis de centre et de centre-gauche.

2017 Mai - Le Parlement européen menace de suspendre concrètement la Hongrie de l'UE en raison de ses tentatives de fermer l'université libérale d'Europe centrale à Budapest.

2017 Juin - La Hongrie adopte une loi qui oblige les organisations non gouvernementales à s'enregistrer en tant qu'organisations étrangères si elles reçoivent un certain montant de financement de l'étranger, une mesure considérée par les partisans de l'opposition comme visant les groupes critiques à l'égard du gouvernement.

2017 Novembre - Le financier d'origine hongroise George Soros se plaint d'une campagne gouvernementale impliquant des panneaux d'affichage et des tracts alléguant qu'il prévoit de forcer les pays de l'UE à accepter des millions de migrants.

Situation Politique

Gouvernement et société

Ce cadre constitutionnel

La constitution de l'État socialiste d'après-guerre, la République populaire de Pologne, est entrée en vigueur en 1952 mais a été modifiée à de nombreuses reprises, notamment au début de 1989, lorsque les réformes constitutionnelles élaborées par le gouvernement et Solidarnosc ont été adoptées par le Sejm (corps législatif). Parmi les changements, citons le remplacement du Conseil d'État par le poste de président (un poste qui avait été supprimé en 1952) et le rétablissement du Sénat, qui avait été aboli en 1946 lors d'un référendum national prétendument truqué. Le Sejm existant, avec 460 membres, est devenu la chambre basse de la nouvelle législature, et le Sénat, ou chambre haute, s'est vu attribuer 100 membres. D'autres réformes adoptées plus tard en 1989 par le corps législatif comprenaient la garantie de la libre formation des partis politiques et le retour du nom officiel de l'État à la République de Pologne.

La nouvelle constitution de 1997, qui a remplacé la constitution provisoire de 1992, a été adoptée en avril par l'Assemblée nationale (Zgromadzenie Narodowe, comme on appelle le Sejm et le Sénat lorsqu'ils se réunissent en session conjointe pour débattre de questions constitutionnelles), approuvée lors d'un référendum national en mai et promulguée en octobre. La constitution a confirmé la forme de gouvernement mixte présidentiel-parlementaire qui avait été établie au cours de la période 1989-92. En vertu de ses dispositions, le président est élu directement pour un maximum de deux mandats de cinq ans. Le président est le commandant en chef des forces armées, il a le pouvoir (bien que limité) de déclarer la loi martiale ou l'état d'urgence, et il peut opposer son veto à une loi du Sejm (qui à son tour peut passer outre ce veto par un vote à la majorité des trois cinquièmes).

Le président nomme le premier ministre et, sur recommandation du premier ministre, le cabinet, sous réserve de l'approbation du Sejm, mais le président ne peut pas révoquer le gouvernement. Les députés de la Diète et les sénateurs sont élus par le peuple pour un mandat de quatre ans. Les lois doivent être adoptées par les deux chambres. Le Sénat a le droit d'amender ou de rejeter une loi adoptée par le Sejm. Le Sejm peut passer outre la décision du Sénat par un vote à la majorité. Le Sejm nomme les membres du Tribunal constitutionnel, le commissaire à la protection des droits civils (le médiateur), le président de la Chambre suprême de contrôle (la commission d'audit de l'État) et le président de la Banque de Pologne.

Source: <https://www.britannica.com/place/Poland/Government-and-society>

L'essentiel du pouvoir exécutif est détenu par le Premier ministre et le Conseil des ministres, qui sont responsables devant le Sejm. Le Sejm ne peut mettre fin au gouvernement que par un vote de défiance constructif. Le premier ministre a un rôle comparable à celui du chancelier dans le système politique allemand.

Le gouvernement local

Le gouvernement local en Pologne est organisé sur trois niveaux. Les plus grandes unités, au niveau régional, sont les województwa (provinces), qui ont été consolidées et dont le nombre a été ramené de 49 à 16 en 1999. Au niveau suivant, on trouve quelque 300 powiaty (comtés ou districts), suivis d'environ 2 500 gminy (villes et communes rurales). Ces derniers sont les unités territoriales fondamentales de la Pologne. Le statut de la capitale, Varsovie, est régi par une législation spéciale. Les powiaty et les gminy sont gouvernés par des conseils, élus pour un mandat de quatre ans. Ces conseils élisent à leur tour les responsables de l'administration locale. Les représentants au sejmiki wojewódzkie (assemblée législative provinciale) sont également élus pour quatre ans. Le chef de l'administration provinciale, le wojewoda, est nommé par le premier ministre.

Justice

La Constitution garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le représentant suprême du pouvoir judiciaire est le Conseil national de la magistrature. La Pologne dispose d'une Cour suprême et d'autres organes judiciaires spéciaux (y compris la Haute Cour administrative, les tribunaux militaires et les tribunaux du travail) ainsi que des tribunaux généraux, notamment des tribunaux d'appel, provinciaux et de district. Les tribunaux généraux traitent des affaires pénales, civiles et familiales ; Les tribunaux de commerce connaissent des litiges de droit civil entre entreprises. Le Tribunal constitutionnel assure le contrôle judiciaire de la législation. Le Tribunal d'État examine les violations de la constitution et d'autres lois commises par les hauts fonctionnaires de l'État.

Le processus politique

À partir de 1948, la Pologne a été gouvernée par le Parti ouvrier unifié polonais (POUP ; Polska Zjednoczona Partia Robotnicza), le parti communiste du pays, qui s'inspirait du Parti communiste de l'Union soviétique. Le gouvernement d'après-guerre était géré selon un système dual dans lequel les organes de l'État étaient contrôlés par des organes parallèles du POUP.

La branche exécutive du gouvernement était donc en fait le POUP, le premier secrétaire du parti agissant en tant que chef d'État de facto et autorité la plus puissante. Le Bureau politique du parti, ou Politburo, faisait office d'administration centrale, et le parti assurait son contrôle sur toutes les fonctions et nominations en utilisant la nomenklatura, une liste de personnes politiquement fiables.

Deux autres partis, le Parti paysan unifié (Zjednoczone Stronnictwo Ludowe ; ZSL) et le Parti démocratique (Stronnictwo Demokratyczne ; SD), ont été autorisés à exister, mais uniquement en tant qu'alliés entièrement soumis au POUP. Toutefois, en 1989, des problèmes économiques et politiques ont obligé le gouvernement à reconnaître le syndicat indépendant Solidarité (qui avait été interdit peu après sa création en 1980) et à l'autoriser à disputer au moins quelques sièges lors d'une élection générale. Le POUP et ses alliés se sont vu garantir 65 % des sièges à la Diète, mais Solidarité a remporté tous les autres et tous les sièges du Sénat sauf un, formant ainsi le premier gouvernement postcommuniste de Pologne avec le soutien du SD et du ZSL, qui ont rompu leur alliance avec le POUP. En 1990, le POUP a voté sa dissolution et s'est reformé en tant que social-démocratie de la République de Pologne (Socjaldemokracja Rzeczypospolitej Polskiej ; SdRP). La même année, Lech Wałęsa, le leader de Solidarité, est élu président.

Par la suite, cependant, les Polonais ayant fait l'expérience des coûts de la réforme économique, le soutien à Solidarité s'est affaibli et le parti s'est scindé en plusieurs petits groupes. Lors des premières élections totalement libres, en 1991, aucun parti n'a obtenu plus d'un huitième des voix, ce qui a conduit à une succession de gouvernements de coalition éphémères. Lors des élections législatives de 1993, le Parti paysan polonais (Polskie Stronnictwo Ludowe, ou PSL, rebaptisé ZSL) et l'Alliance de la gauche démocratique (Sojusz Lewicy Demokratycznej ; SLD), une coalition comprenant le SdRP et l'Alliance des syndicats de toute la Pologne (Ogólnopolskie Porozumienie Związków Zawodowych ; OPZZ), remportent la majorité des sièges et forment un gouvernement de coalition. Lors de l'élection présidentielle de 1995, Wałęsa a été battu par un ancien communiste, Aleksander Kwaśniewski, qui a été réélu en 2000. Néanmoins, il n'y a pas eu de changement fondamental dans la politique économique et politique : tous les gouvernements postcommunistes ont accordé une grande priorité à l'intégration de la Pologne dans l'UE et l'OTAN.

Avant les élections législatives de 1997, la droite politique fragmentée s'est réunie sous la bannière de l'Action électorale de solidarité (Akcja Wyborcza Solidarność ; AWS), qui a ensuite été réorganisée en Action électorale de solidarité de la droite (AWSP). Au cours de la décennie suivante, les autres principaux partis politiques ont été le SLD, le PSL, l'Union du travail de gauche (Unia Pracy ; UP), l'Union de la liberté libérale-démocrate (Unia Wolności ; UW) et les partis de centre-droit Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość ; PiS) et Plate-forme civique (Platforma Obywatelska ; PO). La Pologne accorde le suffrage universel à l'âge de 18 ans.

Sécurité

L'armée

Les forces armées polonaises se composent de trois services : l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine. Elles sont réparties dans les quatre districts militaires de Varsovie, de Poméranie, de Cracovie et de Silésie. Sous le gouvernement communiste, les forces armées étaient fortement politisées. Le commandement militaire était contrôlé par l'administration politique principale du parti, qui supervisait également l'endoctrinement politique et la supervision de toutes les unités. La plupart des officiers étaient membres du parti. Les officiers supérieurs étaient généralement diplômés des académies soviétiques. L'un des membres fondateurs du Pacte de Varsovie, une organisation de défense mutuelle dominée par l'Union soviétique, la Pologne a fourni le deuxième contingent le plus important à ses forces. Après la dissolution de l'organisation en 1991, les forces polonaises ont été dépolitisées en vue de l'adhésion à l'OTAN. La Pologne, ainsi que la République tchèque et la Hongrie, ont adhéré à l'OTAN le 12 mars 1999. Cette année-là, le service militaire obligatoire a été réduit de 18 à 12 mois ; à partir de 1988, les objecteurs de conscience ont été autorisés à effectuer un service civil alternatif à la conscription.

Police

La défense régulière des frontières de la Pologne est assurée par les gardes-frontières. L'Office de protection de l'État (UOP), créé en 1990, était chargé des services de renseignement du pays. En 2002, il a été remplacé par l'Agence de sécurité intérieure (ABW). Les services de police civile normaux sont placés sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Sous le gouvernement communiste, les services de police étaient assurés par la milice citoyenne - dont les détachements motorisés de la milice citoyenne (ZOMO) faisaient office d'escouade anti-émeute paramilitaire mobile - et par le service de sécurité (SB), une force de police politique secrète. Au début des années 1980, le ZOMO a joué un rôle clé dans l'application de la loi martiale et le contrôle des manifestations. La nature paramilitaire de la Policja (« police »), comme on l'a appelée après 1990, a diminué.

Sous le communisme, l'assurance sociale pour les services de santé prévoyait un traitement gratuit pour tous les travailleurs et les membres de leur famille, ainsi que pour les retraités, les invalides, les étudiants et autres. En outre, il existait un service social dont l'objectif était d'assurer un soutien adéquat aux personnes âgées et aux invalides. Des services pour les chômeurs ont été mis en place dans le cadre des réformes économiques de 1989-90. Toutefois, au milieu des années 1990, un certain nombre de lois ont été promulguées qui ont réduit la couverture auparavant complète du programme de chômage. Entre 1990 et 2000, l'incidence de nombreuses maladies, notamment la rougeole, les oreillons, les maladies vénériennes et les infections à la salmonelle, a chuté de façon spectaculaire, mais d'autres maladies, telles que la grippe et les troubles mentaux et du comportement, ont augmenté au cours de cette période.

Santé et protection sociale

Les soins de santé en Pologne sont gérés en grande partie par le ministère de la santé et de la protection sociale, qui supervise les départements de santé des gouvernements régionaux. Les installations comprennent des cliniques, des hôpitaux, des sanatoriums, des maisons de repos et des stations thermales, ainsi que des services d'ambulance. Les cabinets médicaux et dentaires privés ont proliféré après la chute du communisme, et l'industrie pharmaceutique a également été privatisée. D'une manière générale, le système de soins de santé a connu une période de transition au cours des années 1990, et les services médicaux ont été sérieusement mis à l'épreuve pendant les périodes de crise économique générale. En 1999, le gouvernement a lancé une réforme majeure du système universel de soins de santé.

Le logement

Suite au programme d'urbanisation lancé dans les années 1940, les villes polonaises ont été submergées par les travailleurs migrants venus de la campagne, et la demande de logements a largement dépassé l'offre. Dans les zones urbaines, diverses coopératives de logement ont été mises en place par les autorités locales, mais l'appartement standard était inadéquat pour de nombreuses familles. En raison de la faible priorité accordée à la création de logements sous le régime communiste, les pénuries de logements ont été extrêmes dans les années 1980 et 1990. Dans la Pologne postcommuniste, la propriété privée des logements a augmenté de manière significative. En 2001, quelque 106 000 logements ont été construits, soit un peu plus que pendant la période de cinq ans allant de 1991 à 1995 (101 000).

L'éducation

Les écoles de tous types et de tous niveaux sont gratuites ; le système scolaire est standard et la fréquentation scolaire est obligatoire de 7 à 18 ans. Le système, réformé en 1999, comprend des écoles maternelles, primaires (six classes) et secondaires. Il existe deux niveaux d'écoles secondaires, le gimnazjum (de la septième à la neuvième année) et le liceum (deux à quatre années supplémentaires). Plusieurs types d'écoles secondaires supérieures proposent une formation professionnelle, une formation technique et un enseignement général préparatoire à l'université. En général, toutes les écoles dépendent du ministère de l'éducation nationale, mais les écoles et collèges médicaux dépendent du ministère de la santé et de la protection sociale, les collèges militaires du ministère de la défense nationale et les écoles supérieures d'art du ministère de la culture et des arts. Un nombre important d'écoles privées de tous niveaux (y compris des collèges) ont vu le jour dans les années 1980 et 1990.

Les principales universités sont l'université de Varsovie (fondée en 1818), l'université Jagellon (1364) à Cracovie, l'université Adam Mickiewicz (1919) à Poznań et l'université catholique de Lublin (1918 ; de 1945 à 1989, la seule université privée dans le bloc soviétique). La plus haute institution académique est l'Académie polonaise des sciences, qui possède de nombreux instituts de recherche et représente l'enseignement polonais à l'étranger.

Vie culturelle

Milieu culturel

Monastère de Jasna Góra, Częstochowa, PologneVisiteurs au monastère de Jasna Góra, un lieu de pèlerinage populaire, à Częstochowa, Pologne.(more)

La culture polonaise s'est nourrie d'une grande variété de traditions populaires, avec des influences et des emprunts à la France, à la Scandinavie, à la Russie et, plus récemment, aux États-Unis. Les liens étroits de la Pologne avec l'Église catholique romaine, qui remontent au Xe siècle, l'ont mise en orbite étroite avec l'Europe occidentale. La Pologne a ainsi eu accès à des développements culturels qui ont eu un impact moindre sur certains de ses voisins. Contrairement à la Russie, la Pologne a été profondément immergée dans tous les grands mouvements de la culture occidentale - tels que l'humanisme, la Renaissance, la Réforme, les Lumières et le romantisme - et son identité culturelle était déjà forte avant que la série de partitions du territoire polonais ne commence en 1772. En raison de sa perte d'indépendance politique, la Pologne s'est caractérisée aux XIXe et XXe siècles par une lutte incessante pour préserver sa culture et ses valeurs nationales des impositions étrangères et de la politique gouvernementale.

L'Église catholique romaine en Pologne a joué un rôle social et culturel bien au-delà de la sphère religieuse. Après la Seconde Guerre mondiale et l'avènement du socialisme d'État, les cours de catéchisme - dispensés avec beaucoup de zèle dans les paroisses - ont exposé les enfants à une vision non officielle du monde. Les sociétés parrainées par l'Église, telles que les clubs intellectuels catholiques, offraient aux adultes un forum unique pour une discussion publique libre. Les salles paroissiales abritaient une grande variété d'expositions, de pièces de théâtre, de films et de réunions non censurées. Enfin, le travail et l'exemple du pape Jean-Paul II ont soutenu le mouvement populaire qui a permis à la Pologne de passer du statut de satellite communiste à celui de nation démocratique indépendante au cours des dernières années du XXe siècle.

Vie quotidienne et coutumes sociales

En raison de l'industrialisation et de l'urbanisation rapides, ainsi que d'une certaine méfiance à l'égard du conservatisme rural pendant les années du régime communiste, la culture populaire traditionnelle de la Pologne a été sérieusement ébranlée depuis la Seconde Guerre mondiale. Les vêtements régionaux, les dialectes régionaux et les formes d'expression, l'art et l'artisanat paysans,

les fêtes religieuses et folkloriques ont tous été submergés par la culture de masse des villes et des médias. Pour compenser, l'Église catholique romaine a tenté de préserver les éléments religieux de la culture populaire, notamment dans les grands pèlerinages annuels vers des sanctuaires tels que Częstochowa, Kalwaria Zebrzydowska (site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO), Lanckorona et Piekary Śląskie. De même, les autorités communistes ont soutenu la musique et les danses folkloriques. Le répertoire coloré et stylisé de l'Ensemble folklorique d'État de Mazowsze, par exemple, a été salué au niveau international. Plusieurs communautés régionales, dont les Górale (« Highlanders ») de Podhale, les Kurpie du nord-est et les habitants de Łowicz, près de Varsovie, ont créé un mélange authentique de l'ancienne et de la nouvelle culture. Les festivals de musique classique sont également très populaires, en particulier ceux qui commémorent le pianiste et compositeur romantique Frédéric Chopin (Fryderyk Franciszek Szopen), bien que la musique de Beethoven soit célébrée à Cracovie au printemps et celle de Mozart à Varsovie en été.

La cuisine polonaise traditionnelle comprend des plats copieux tels que la soupe de canard (czarnina), la soupe de betterave rouge (barszcz), les boulettes (pierogi), le saumon et l'anguille fumés, la saucisse kielbasa et la choucroute, ainsi que des plats à base de porc et de volaille, ces derniers étant souvent accompagnés d'une sauce sucrée. Les produits des jardins et des forêts, tels que le raifort, les groseilles, les choux, les groseilles à maquereau et les champignons, figurent dans de nombreux plats polonais, comme le bigos, qui utilise le chou et les champignons fraîchement récoltés, et la soupe traditionnelle appelée grzybowa. Les pączki sont des pâtisseries frites remplies de fruits, servies lors des fêtes chrétiennes précédant la période de jeûne du Carême. Le drapeau national de la Pologne, adopté en 1919, se compose d'une bande horizontale blanche surmontant une bande horizontale rouge. Les armoiries polonaises représentent un aigle blanc sur fond rouge. L'hymne national est « Jeszcze Polska nie zginęła » (« La Pologne n'a pas encore péri »). Les principales fêtes sont de nature chrétienne (Pâques, Noël, la fête de l'Assomption, la Fête-Dieu et la Toussaint) ou commémorent la construction de la nation, comme le jour de la Constitution le 3 mai et le jour de l'Indépendance le 11 novembre. Parmi les fêtes traditionnelles, citons Topienie Marzanny (23 mars), au cours de laquelle les enfants jettent des poupées symbolisant l'hiver dans des rivières qui viennent de couler.

Biographie de Donald Tusk



Donald Tusk (né le 22 avril 1957 à Gdańsk, Pologne) est un membre du parti centriste Plateforme civique qui est redevenu premier ministre de la Pologne en 2023 après que le pays a connu quelque huit années de règne de plus en plus autoritaire du parti Droit et Justice (PiS).

M. Tusk a été le premier Premier ministre polonais à effectuer deux mandats consécutifs (2007-14) depuis la chute du communisme en 1989. Il a également été président du Conseil européen (2014-19).

Début de la vie et de la carrière politique

Fils d'un charpentier et d'une infirmière, tous deux travailleurs asservis pendant l'occupation de la Pologne par l'Allemagne nazie, M. Tusk a grandi au sein de la minorité ethnique kachoube dans la ville portuaire de Gdańsk, berceau du mouvement Solidarité. Après avoir été un joueur de football prometteur, il a étudié l'histoire à l'université de Gdańsk, où il est devenu un leader étudiant anticomuniste dans les années 1970. La conscience politique de Tusk s'est éveillée de manière spectaculaire à l'âge de 13 ans, lorsqu'il a vu la police tirer sur des travailleurs en grève.

Il a rejoint Solidarité en 1980 et est devenu l'un des jeunes intellectuels les plus en vue du mouvement. Après l'imposition de la loi martiale en 1981, Tusk a travaillé comme ramoneur et a cofondé une coopérative, l'une des rares possibilités d'entreprise privée offertes aux Polonais à l'époque. Ce faisant, il est devenu un fervent adepte du capitalisme de marché et a fini par adopter les théories économiques de F.A. Hayek et le libéralisme classique, tout en considérant les conservateurs occidentaux Margaret Thatcher et Ronald Reagan comme des modèles à suivre.

En 1989, alors que Solidarité commençait à se fragmenter (en raison de conflits politiques et de personnalités au sein du mouvement après sa prise de pouvoir et la disparition de l'État communiste), M. Tusk a cofondé le parti du Congrès libéral et démocratique (KLD), orienté vers l'économie de marché. Il est entré au Sejm (chambre basse du parlement polonais) en 1991. Le KLD n'ayant pas atteint le seuil de représentation aux élections législatives de 1993, il a fusionné avec le parti de l'Union démocratique (UD) en 1994 pour devenir l'Union de la liberté (UW). En 1997, Tusk a été élu au Sénat.

Source: <https://www.britannica.com/biography/Donald-Tusk>

En 2001, il forme un autre parti de centre-droit orienté vers le marché, la Plate-forme civique (PO), est à nouveau élu à la Diète et en devient le vice-président. En 2005, alors que les partis de gauche en Pologne perdent de leur influence, la PO termine deuxième aux élections de la Diète, derrière le parti Droit et Justice (PiS), dont le candidat, Lech Kaczyński, a battu Tusk lors des élections présidentielles de cette année-là.

Premier mandat de Premier ministre

La situation s'est inversée en 2007, lorsque des scandales ont contraint le PiS à convoquer des élections législatives anticipées et que le PO, après avoir remporté une victoire pluraliste (avec environ 40 % des voix), a rejoint le Parti paysan polonais (PSL) dans un gouvernement de coalition, avec Tusk comme premier ministre. Malgré les difficultés de cohabitation avec le président Kaczyński, la popularité de M. Tusk s'est accrue lorsqu'il a « réinitialisé » les relations de la Pologne avec la Russie et l'Allemagne. Il a également mis en œuvre des politiques fortement favorables aux entreprises et à l'Union européenne (UE) qui ont profité à l'économie polonaise, laquelle, solidement soutenue par les fonds de l'UE, a survécu à la récession économique mondiale de 2008-2009 et à la crise de la dette de la zone euro qui en a résulté, pour continuer à croître alors que les économies d'autres pays membres de l'UE étaient gravement ébranlées. M. Tusk a également fait preuve d'une grande fermeté lors de la première présidence polonaise de l'UE en 2011.

La stabilité que Tusk semble avoir apportée à la Pologne n'a jamais été aussi visible ou nécessaire que lorsque le pays a été plongé dans le désespoir à la suite de l'accident d'avion de ligne en avril 2010 près de Smolensk, en Russie, dans lequel le président Kaczyński a péri avec un certain nombre d'autres personnalités importantes du gouvernement et de l'armée. Après avoir initialement déclaré son intérêt pour la présidence, M. Tusk a retiré son nom de la liste des candidats à l'élection spéciale afin de maintenir la continuité pour le pays et de veiller à ce que les objectifs politiques de son parti continuent d'être réalisés. Bronisław Komorowski, un associé de Tusk, a remporté l'élection spéciale pour la présidence, consolidant ainsi la mainmise du PO sur le pouvoir, qui a été encore renforcée lorsque Tusk a mené son parti à la victoire lors des élections législatives de 2011, devenant ainsi le premier gouvernement reconduit en Pologne depuis 1989.

Deuxième mandat en tant que premier ministre

Une grande partie du débat politique en Pologne au début de l'année 2012 s'est concentrée sur les projets de réforme du système de retraite de M. Tusk, qui prévoyait une augmentation de l'âge de la retraite de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes à 67 ans pour les uns et les autres. Cette réforme était profondément impopulaire auprès des électeurs et a conduit à un grave conflit entre le PO et son partenaire dans la coalition au pouvoir, le PSL, qui était mécontent à la fois de la substance de la proposition et du manque de consultation du PO avant l'introduction du plan. Après des semaines de querelles, le PSL a accepté de fixer l'âge de la retraite à 67 ans pour les hommes et les femmes, en échange de l'acceptation par le PO de la possibilité d'une retraite anticipée avec une pension partielle sous certaines conditions. La réforme a ensuite été adoptée par le Sejm (parlement) et promulguée par le président.

Parmi les nombreux scandales survenus en 2012 et qui ont contribué à une baisse générale du soutien populaire au PO, on peut citer celui impliquant le fils de Tusk, Michael, qui travaillait pour la compagnie aérienne polonaise à bas prix OLT Express, qui a fait faillite, puis pour sa société mère, Amber Gold, une parabanque (institution financière non agréée offrant des services bancaires) responsable d'une vaste chaîne de Ponzi.

Pour tenter d'inverser la baisse de popularité du PO, Tusk a remanié son cabinet plus d'une fois en 2013. En mars, le gouvernement a survécu à la tentative du leader du PiS, Jarosław Kaczyński, de le faire tomber à l'aide d'un message sur iPad. Au cours du débat sur ce qui est devenu un vote de défiance raté, le chef du PiS a utilisé l'appareil pour diffuser un discours préenregistré du premier ministre potentiel Piotr Gliński, qui ne pouvait pas s'adresser à la Diète en personne parce qu'il n'en était pas membre.

M. Tusk a également connu des difficultés au sein de son propre parti. En avril, il a limogé le ministre de la justice Jarosław Gowin, officiellement en raison de l'accusation controversée de Gowin selon laquelle des centres de recherche allemands importaient des embryons étrangers à des fins d'expérimentation ; Gowin avait commencé à utiliser sa position à la tête d'une nouvelle faction au sein du PO pour contester la direction du parti par Tusk. Tusk a relevé le défi en convoquant des élections anticipées pour la direction du parti, qu'il a remportées en août, recueillant près de 80 % des voix, tandis que Gowin était soutenu par quelque 20 % des membres de la PO. Finalement, Gowin et deux autres membres du groupe conservateur ont quitté le PO, le laissant avec une majorité parlementaire très réduite.

La présidence du Conseil européen et au-delà

En août 2014, les dirigeants de l'Union européenne ont voté à l'unanimité en faveur de M. Tusk pour succéder à Herman Van Rompuy en tant que président du Conseil européen. M. Tusk a démissionné de son poste de premier ministre au cours de la deuxième semaine de septembre et a pris ses fonctions en décembre. L'agression russe en Europe - le pays avait annexé la Crimée en mars 2014 - et la décision de la Grande-Bretagne de sortir de l'UE en 2016 figurent parmi les défis notables relevés au cours de son mandat. M. Tusk, qui a été réélu pour un second mandat en 2017, a quitté la présidence du Conseil européen en novembre 2019. Plus tard dans le mois, il a été élu à la tête du Parti populaire européen, un groupe politique transnational représentant les intérêts des partis conservateurs alliés en Europe.

En juillet 2021, Tusk est revenu au centre de la vie politique polonaise lorsqu'il a de nouveau pris la tête de la Plateforme civique, annonçant son intention de s'attaquer au PiS en déclarant : « Aujourd'hui, le mal règne en Pologne et nous sommes prêts à lutter contre ce mal. » Les deux mandats du PiS ont abouti à un système judiciaire et à des médias contrôlés par le parti, à des accusations d'érosion de l'État de droit et au refus de financement de la part d'une UE qui craint pour l'avenir de la démocratie polonaise. De plus, en attisant le nationalisme et en se présentant comme le protecteur des valeurs catholiques traditionnelles, le PiS a poursuivi un programme anti-immigrés, a discriminé la communauté LGBTQ+ et a pratiquement éliminé l'avortement en Pologne.

Determined to stanch Poland's march toward the sort of "illiberal democracy" practiced by Viktor Orbán's Hungary, Tusk led the opposition into the October 2023 parliamentary elections and came out a winner. Although PiS finished first, garnering some 35 percent of the vote, it came up short of a ruling majority in the Sejm, even with the addition of the seats of its potential coalition partner, Confederation. Civic Platform finished second with about 31 percent of the total vote, but, along with its fellow opposition parties, Third Way and the New Left (which took about 14 percent and about 9 percent of the vote, respectively), it claimed 248 seats, enough to form a majority coalition government with Tusk at its head.

Tusk's ascent to power was delayed by Pres. Andrzej Duda, who gave incumbent prime minister Mateusz Morawiecki of PiS the first opportunity to form a new government. That action by Duda, who is also a member of PiS, was widely seen as a stalling tactic. As expected, Morawiecki proved unable to win the backing from other parties necessary to remain in power, and on December 11 his caretaker government lost a vote of confidence. The Sejm then elected Tusk prime minister by a vote of 248–201.

Le Parlement polonais et les affaires européennes (EPRS, janvier 2025).

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/766274/EPRS_BRI\(2025\)766274_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/766274/EPRS_BRI(2025)766274_EN.pdf)
Source: 5)766274_EN.pdf

Mission d'observation électorale
limitée du BIDDH Rapport final

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 15
OCTOBRE 2023

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

Situation économique

Etude économique de l'OCDE Pologne (2023)

Source: https://www.oecd.org/en/publications/oecd-economic-surveys-poland-2023_6fc99a4b-en.html

**Ceci est un extrait. Pour l'article complet,
suivez le lien :**

https://www.oecd.org/en/publications/oecd-economic-surveys-poland-2023_6fc99a4b-en.html



***Scannez le code QR avec
l'appareil photo de votre
téléphone pour accéder
au document complet !***

Plan national de redressement et de résilience de la Pologne (EPRS, oct. 2024).

Source: [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2022\)733665](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2022)733665)

Document de travail des services de la Commission Rapport pays 2024 Pologne

Source: <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6eb9f46a-2e4b-11ef-a61b-01aa75ed71a1/language-en>

**Ceci est un extrait. Pour l'article complet,
suivez le lien :**

<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6eb9f46a-2e4b-11ef-a61b-01aa75ed71a1/language-en>



***Scannez le code QR avec
l'appareil photo de votre
téléphone pour accéder
au document complet !***

Autres rapports pertinents sur la Pologne

Autres rapports pertinents sur la Pologne

La Présidence Polonaise

Programme de la présidence polonaise du Conseil européen

<https://polish-presidency.consilium.europa.eu/en/programme/programme-of-the-presidency/>

La situation politique

Informations du ministre des Affaires étrangères sur les tâches de la politique étrangère polonaise en 2024

<https://www.gov.pl/web/diplomacy/information-of-minister-of-foreign-affairs-on-polish-foreign-policy-tasks-in-2024>

Problèmes environnementaux, sociaux et régionaux

Poland's Climate Action Strategy (EPRS, December 2024)

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/767168/EPRS_BRI\(2024\)_767168_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/767168/EPRS_BRI(2024)_767168_EN.pdf)

Rapport de la Commission européenne contre le racisme et dans la tolérance (ECRI) sur la Pologne

<https://rm.coe.int/sixth-ecri-report-on-poland/1680ac8c62>

Pologne : Régions et villes en un coup d'oeil (OCDE 2024)

https://www.oecd.org/en/publications/oecd-regions-and-cities-at-a-glance-2024_23b366ee-en/poland_9206a904-en.html

Hotel and transport

Hotel

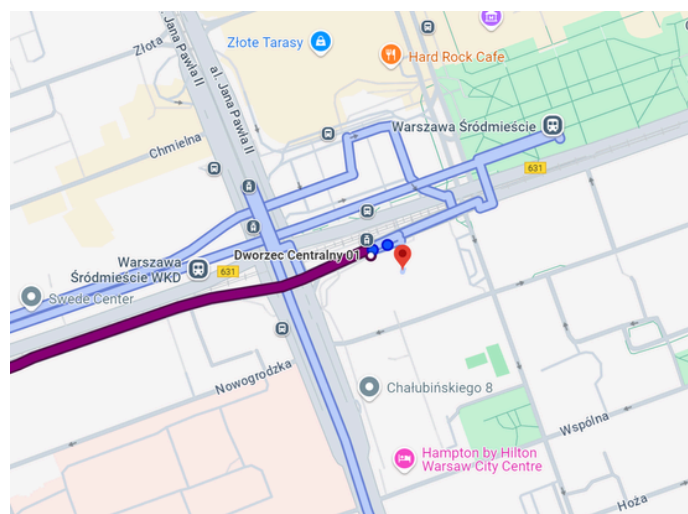
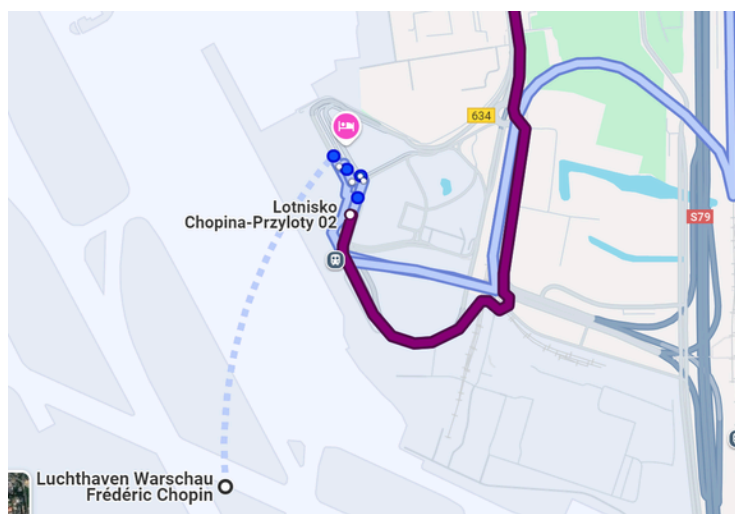


WARSAW PRESIDENTIAL HOTEL ★★★★★

Al. Jerozolimskie 65/79,
Śródmieście, 00-697 Warsaw,
Poland

Tel: +48 22 630 63 06

Transport



De l'Aéroport à l'hotel:

Temps: 31 min

Luchthaven Warschau Frédéric
Chopin
Żwirki i Wigury 1, 02-143 Warszawa, Polen

Lotnisko Chopina-Przyloty 02

Dworzec Centralny 01

Warsaw Presidential Hotel
Al. Jerozolimskie 65/79, 00-698 Warszawa,
Polen

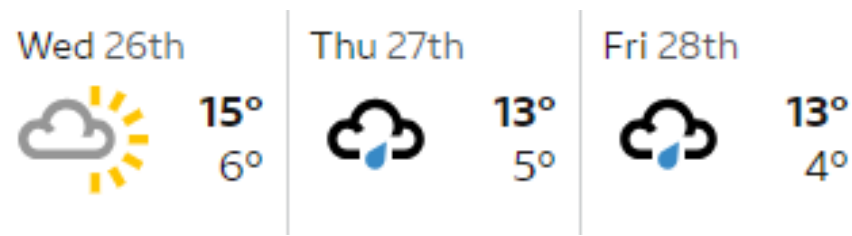


175 Pl. Piłsudskiego

✓ 28 min. (17 haltes) · Code stopplaats: 02 · ♿

Météo et Monnaie

Météo



Monnaie

1 Polish złoty equals



+ Follow

0,24 Euro

19 Mar, 14:53 UTC · Disclaimer

1

Polish złoty ▼

0,24

Euro ▼

1D 5D 1M 1Y 5Y Max



Restaurants



FLOOR NO 2 RESTAURANT

AL. JEROZOLIMSKIE 65/79,
00-697 WARSZAWA, POLEN

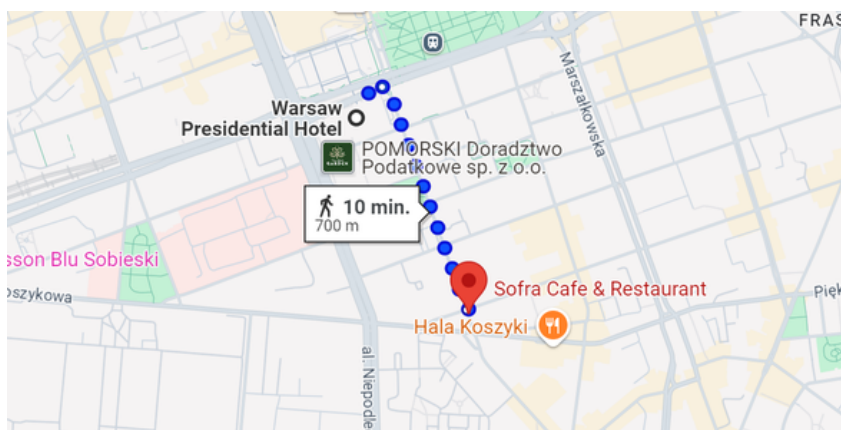
à 1 minute de
l'hôtel à pieds



SOFRA CAFE & RESTAURANT

WILCZA 71, 00-679 WARSZAWA,
POLEN

à 10 minutes de
l'hôtel à pieds



Ambassades

Autriche

Ambassadeur: Mag. phil. Andreas Stadler
Jurija Gagarina 34, 00-748 Warszawa,
Poland

Belgique:

Ambassadeur: Mr. Rik VAN
DROOGENBROECK
Ulica Senatorska 34
00-095 Warsaw

Bulgarie

Ambassadrice: Margarita Ganeva
Al. Ujazdowskie 33/35, 00-540 Warszawa,
Poland

France

Ambassadeur: Etienne de Poncins
1, rue, Piękna, 00-477 Warszawa,
Poland

Allemagne

Ambassadeur: Volkmar WENZEL
ul. Jazdów 12, 00-467 Warszawa

Grèce

Ambassadrice: Mrs Tasia Athanasiou
Górnoślaska 35, 00-432 Warszawa, Poland

Irlande

Ambassadeur: Patrick Haughey
Mysia 5, 00-496 Warszawa, Poland

Italie

Ambassadeur: Luca Franchetti Pardo
Plac Jana Henryka Dąbrowskiego 6, 00-
055 Warszawa, Poland

Pays-Bas

Ambassadrice: Jennes de Mol
Kawalerii 10, 00-468 Warszawa,
Poland

Slovenie

Ambassadrice: Bojan Pograjc
Szucha Premium Offices, al. Jana
Chrystiana Szucha 19, 4th floor
00-580 Warsaw

Espagne:

Ambassadeur: Ramiro Fernández
Bachiller
00-459, Myśliwiecka 4, Warszawa,
Poland

Grande Bretagne

Ambassadrice: Anna Clunes
Kawalerii 12, 00-468 Warszawa,
Poland

AAD contacts

Valerie Raskin +32 483 43 19 58
valerie.raskin@ext.europarl.europa.eu

Sacha Pereira Da Costa +32 492 84 92 09
sacha.pereira@europarl.europa.eu

26-28 mars 2025

VISITE DE L'AAD EN POLOGNE

